

<http://divergences.be/spip.php?article2683>



Jean-Pierre Garnier

Je vote, donc Tu suis

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - N° 30. Mars 2012 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : mardi 10 avril 2012

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Sommaire

- [Le degré 0 de la politique](#)
- [La mémoire courte](#)
- [Une ignorance crasse](#)

Avant ou après chaque consultation électorale, éditorialistes et sondeurs, politologues et politiciens se penchent avec des mines inquiètes ou contrites sur un phénomène qui, depuis quelques temps déjà, leur paraît des plus préoccupants : l'abstention. Il est vrai qu'une tendance insidieuse se manifeste, pas seulement en France, témoignant d'une désaffection indéniable à l'égard du spectacle politicien, en particulier parmi les couches populaires. Désaffection qui, pour être évaluée à sa juste mesure, devrait inciter à comptabiliser aussi les bulletins blancs ou nuls et le pourcentage croissant de Français-es en âge de voter non inscrits sur les listes électorales (environ 12%). Aussi ne compte-t-on plus les articles et les débats, voire des livres entiers, où l'on s'échine à expliquer ce « *déclin de l'esprit civique* », avec, diffusé en boucle, ce diagnostic tautologique : « *il y a une crise de la démocratie représentative* ».

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH236/Vote_force-24ecd.jpg

Il ne nous revient évidemment pas de nous joindre au chœur des pleureuses [et des pleureurs] et encore moins de réfléchir sur les moyens de redonner quelque crédibilité à ce simulacre de souveraineté populaire. En revanche, à la différence de tous ceux [et de toutes celles] pour qui la montée de l'abstention constitue un problème, on s'interrogera plutôt sur les raisons qui poussent tant de gens à continuer d'aller voter. Ou, du moins, certaines gens.

On comprend que les industriels, les banquiers, les managers, les hauts fonctionnaires, les cadres supérieurs, les ingénieurs, le gratin de l'université et de la recherche, les têtes d'affiche du complexe intellico-médiatique et les vedettes du show-biz accomplissent rituellement leur « *devoir de citoyens* » sans qu'il soit même besoin de les en prier. Il en va de même pour les vieilles professions libérales, souvent parasitaires (juges, avoués, notaires, avocat d'affaires, commissaires-priseurs...), mais indispensables à l'exercice du droit bourgeois. C'est, après tout, leur « *État démocratique* » garant de leur statut et de leurs privilèges qu'il s'agit de préserver, et donc de relégitimer par le vote. Et l'on pourrait en dire autant de la petite bourgeoisie traditionnelle, artisans, commerçants et paysans, encore que leur situation ne cesse de se dégrader sous l'effet de la concentration et de la transnationalisation du capital.

En revanche, on peut se demander pourquoi les ouvriers [les ouvrières], les employé-es et les fractions inférieures ou même moyennes de la petite bourgeoisie intellectuelle, classe médiane préposée à l'encadrement des précédents, qui, depuis déjà plusieurs décennies, font les frais de l'« *accumulation flexible* », à des degrés variables et sous des formes diverses, mais d'une manière de moins en moins supportable, persistent encore à courir nombreux [et nombreuses] déposer un bulletin dans l'urne quand ils et elles sont sommé-es de le faire par [les mêmes] qui les roulent dans la farine.

Certes, le spectacle commence à ne plus faire recette parmi la plèbe et les couches moyennes menacées de la rejoindre par la déqualification et le déclassement. « *40 % d'abstentionnistes en moyenne dans les quartiers sensibles !* », gémissent les coryphées de l'« *État de droit* ». Pour insuffler aux nouvelles générations de ces zones de relégation le goût, voire la passion des urnes, de bonnes âmes téléguidées par certaines instances étatiques ont lancé en mars 2011 une « *action d'envergure nationale pour lutter contre l'abstention des jeunes* » : « *La Flamme Citoyenne* ». Avec cette devise à la connotation cartésienne : « *Je Vote donc je Suis* ». On ne saurait mieux résumer le substrat idéologique du citoyennisme : si tu ne votes pas, tu n'es pas un-e citoyen-ne et, donc, tu n'es rien.

Néanmoins, l'autoritarisme et le panurgisme qu'implique ce mot d'ordre justifieraient un léger correctif. « *Je vote, donc tu suis* », telle est, en effet, l'injonction à laquelle obéissent, consciemment ou non, les gogos qui imaginent par là s'affirmer en tant que sujets politiques alors qu'ils [et quelles] ne font que confirmer leur assujettissement. Reste à savoir pourquoi ils [et elles] y obéissent avec un tel empressement.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L275xH400/Vote_nul-93112.jpg

Le degré 0 de la politique

Juin 2011. Dans une France politiquement assoupie, alors que les

« *Indignés* » espagnols venaient de prendre la relève de la « *rue arabe* » en occupant les places des grandes villes, une manifestation festive et consensuelle faisait figure d'événement dans la torpeur estivale parisienne :

la « *Marche des fiertés* ». Des personnalités en vue et désireuses de se faire voir la patronnaient une fois de plus. Dont quelques figures de proue de la gauche comme il faut : l'inévitable Jack Lang, Anne Hidalgo, dauphine du maire Bertrand Delanoë, Harlem Désir, surnommé « *Harlem Besoin* »

par les post-situs pour sa soif de sinécures, Jean-Paul Huchon, Président-potentat de la Région de l'Ile de France, Eva Joly, candidate par défaut des Verts et jugée après coup pleine de défauts par ceux-ci, Jean-Luc Mélenchon, à la recherche de quelques voix supplémentaires parmi les homos, lesbiennes, queer and Co. Avec en prime... Arielle Dombasle, ex-Mme BHL, « *marraine* » de cette bouffonnerie. Une immense banderole était déployée en tête du cortège, avec ce slogan. « *CETTE ANNÉE NOUS MARCHONS. L'AN PROCHAIN, NOUS VOTONS* ». On avait là le point d'aboutissement emblématique de

ce qu'est devenue la politique dans un pays privé d'alternative à force d'« *alternances* » politiciennes.

On fera remarquer à juste titre que ces marcheurs-ses « *marchent* » d'autant plus volontiers au carburant électoraliste qu'ils [et elles] appartiennent en majorité à la catégorie des « *bobos* », néo-petits bourgeois qui se soucient comme d'une guigne de l'émancipation collective, mais [apportent] toujours leurs voix aux partis, PS ou Verts, attentifs à l'épanouissement individuel de ces nanti-es. Le « *hic* » est qu'il reste également une proportion non négligeable de démunis-es qui se laissent aussi tenter par les sirènes électorales. Et que, par-dessus le marché, la plupart de ceux [et de celles] qui s'abstiennent ne cherchent pas par là, comme les anarchistes, à exprimer tacitement un « *vote contre le vote* », c'est-à-dire un refus de principe de toute délégation de pouvoir à des professionnels de la représentation. Résignation, écœurement, indifférence inspirent en général ce retrait populaire sans autre débouché qu'une absolue passivité.

Les innombrables enquêtes, menées auprès des prolétaires et des néo-petits bourgeois déclassés ou menacés de l'être qui s'entêtent à voter malgré des déconvenues qui s'ensuivent, font ressortir deux types principaux de motivation : les uns [et les unes] vont aux urnes parce qu'ils [et elles] n'ont pas, malgré tout, abandonné tout espoir de voir en sortir une amélioration de leur condition, fût-elle minime, sans que cela leur coûte d'efforts, tandis que les autres, ayant perdu leurs dernières illusions, utilisent l'isoloir comme défouloir. Globalement, cela donne, dans un cas, un vote en faveur de la gauche [gouvernementale] ou d'une droite jouant la carte du populisme, et, dans l'autre, un « *vote de protestation contre la classe politique* » [...] où l'extrême droite rafle la mise. Un autre facteur, d'ordre anthropologique ou psycho-sociologique pousserait les dominés-es et les exploités-es à participer à la mascarade électorale : y prendre part serait la preuve consolatrice et compensatrice [d'avoir] encore leur place sur la scène politique, ne serait-ce que [pour une figuration] intérimaire.

Comme s'il n'y avait pas assez de gens encore dupes de la farce électorale, voilà qu'un imposteur « *libertaire* » croit bon d'y aller de son argumentaire pour convaincre de leur erreur les plus rétifs au « *jeu électoral démocratique* », à savoir les anarchistes. Dans un pavé ultra-réactionnaire à la gloire d'Albert Camus, qui lui a valu

les louanges unanimes des journalistes de marché, Michel Onfray, nous livre une série de préceptes plus ineptes les uns que les autres sous l'intitulé « Abstention, piège à cons », détournement finaud de la célèbre mise en garde soixante-huitarde de Sartre, bête noire (et rouge) la plus honnie du philosophe « *libertaire* ». Ainsi apprend-t-on que « *ne pas voter, c'est voter pour le statu quo* », comme si les élections ne servaient pas depuis l'aube de la démocratie bourgeoise à assurer le changement dans la continuité. Ce que feint d'ignorer Onfray quand il appelle à voter [...] Mélanchon au premier tour. Cette contre-vérité est suivie de truismes qui semblent tirés d'un dictionnaire des idées reçues.

Du genre : « *Ne pas vouloir changer, c'est vouloir l'immobilité* », crédo de tous les opportunistes, dont Onfray, il est vrai, est un spécimen particulièrement gratiné. Ou encore « *Ne pas élire un homme, c'est laisser en élire un autre* », ce qui a conduit les gogos de gauche, voire d'extrême gauche, à voter Chirac pour « *battre Le Pen* », Ségolène Royal [...] pour « *battre Sarkozy* » et, qui sait, demain, Sarko lui-même, si Hollande défaillait, pour « *battre Marine Le Pen* » [...]. Onfray en est arrivé là où arrivent tous les renégats qui ont décidé de se mettre du côté du manche : raisonner comme un manche.

On aurait tort, cependant, de trop ironiser à propos de ce « *pragmatisme responsable* » préconisé par Onfray à l'encontre des « *gardiens du temple libertaire* » dont « *la pureté intellectuelle consubstantielle à l'idéologie se moque du réel au profit des seules idées* ». Sans doute la présentation de l'élection comme « *un moindre mal dans un monde qui va très mal* », mais « *qui permet heureusement de faire de la politique autrement* » ne fait-elle que reprendre un argument niais cent fois entendu de la part des notables Verts pour justifier la relégation de leur radicalisme initial au vestiaire. Mais il se trouve qu'elle coïncide aussi avec la ligne de conduite adoptée par une majorité de gens dont on eût pu attendre, compte tenu de leur profession et des diplômes nécessaires pour l'exercer, un minimum de distance et d'esprit critique à l'égard de ce qui leur est vendu comme le moment fort et irremplaçable de la vie démocratique.

Un historien italien de l'Antiquité, pourtant peu suspect de « *gauchisme* », discernait récemment à son tour cette vérité évidente aux yeux des penseurs et des militants anticapitalistes. À savoir que le suffrage universel sert à « *légitimer des équilibres, des classes, un personnel politique presque immuable* », perpétuant ainsi « *cette domination de quelques uns qui ne peut cependant se maintenir qu'à condition de s'assurer un large consensus*. Tout en restant, bien entendu, au sens plein de ce mot, une domination » Luciano Canfora, *La nature du pouvoir*, Les Belles Lettres, Paris, 2010. [1]. Comment se fait-il, dès lors, que des normaliens progressistes [...] dont la hauteur de vues se situe à cent coudées au-dessus des platitudes émises par un Onfray [...] n'aient pas fait leur pareille appréciation pour en tirer les conclusions qui s'imposent ?

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L264xH400/Vote_Stycule-a8b39.jpg

La mémoire courte

Selon un proverbe souvent repris par les instituteurs de la IIIe République, [la population française] ignore la géographie et croie connaître l'histoire.

En ce qui concerne cette dernière, cela reste apparemment vrai pour le corps enseignant et, plus largement, la masse des fonctionnaires qui fournissent le gros des bataillons d'électeurs invétérés du parti dit socialiste malgré la série

de déboires que celui-ci leur a occasionnés quand il lui est arrivé d'accéder aux responsabilités gouvernementales. Les leçons de l'histoire récente de l'« *alternance* » en France semblent, en effet, ne leur avoir en rien servi [...]. Aujourd'hui, comme hier, la plupart s'apprêtent à apporter leurs suffrages à un politicien « *de gauche* » dont tout indique qu'il ne pourra que décevoir les espoirs mis en lui. Sauf qu'aujourd'hui n'est pas hier, et que la réalité de l'exercice du pouvoir par les « *socialistes* » durant les calamiteuses années Mitterrand, pour ne rien dire de celles, plus affligeantes encore, du gouvernement Jospin, aurait dû inciter leur électorat à mettre un bémol à cette confiance, au moins parmi les anciennes

générations, et à faire enfin preuve d'un peu de lucidité quant à la volonté des dirigeants du PS d'en découdre avec la classe dirigeante. Non pour « *passer au socialisme* », projet remis depuis belle lurette dans le grenier à chimères, mais ne serait-ce que pour lui arracher les conquêtes sociales sur lesquelles les gouvernements de droite n'ont cessé de revenir. Comment expliquer cet aveuglement persistant ?

Certes, cette fidélité électorale du fonctionnariat est compréhensible, à première vue, étant donné que c'est grâce au socialisme parlementaire

que l'on doit en grande partie l'essor des services publics. Pourtant, la dérive

« *sociale-libérale* » des gouvernements à majorité « *socialiste* » tout au long des deux dernières décennies du siècle passé aurait dû logiquement mettre à mal cette fidélité, notamment à partir du tournant de la « *rigueur* » de 1983, accompagnée dans les années qui suivirent, par leur ralliement non seulement idéologique, mais aussi pratique à l'entreprise, au marché et

au profit, pour ne pas dire au capitalisme, comme moteurs de la

« *modernisation* » et de la « *compétitivité* » économique de la France face aux « *défis de la mondialisation* ».

De fait, le soutien sans faille apporté par les dirigeants du PS à la construction de l'Europe du capital et les reculades successives des Premiers ministres Bérégovoy, Cresson, Rocard puis Jospin face aux exigences des industriels et des banquiers, sur les plans tant national qu'international, ont effectivement entamé quelque peu la foi des travailleurs du secteur public et parapublic

dans la capacité ou la volonté des hiérarques « *socialistes* » de préserver

les acquis. Par chance pour le PS, cependant, la droite revenue au pouvoir politique depuis 2002, s'est dotée depuis la présidentielle de 2007 d'un représentant assez caricatural pour focaliser sur sa personne la détestation des fonctionnaires lésés par l'accentuation du cours néo-libéral de la politique menée par les gouvernants. Et pour les inciter à se montrer peu regardants quant à l'aptitude de son remplaçant éventuel à l'Élysée à inverser ce cours.

Il a suffi, par exemple, à François Hollande de promettre de recruter plusieurs dizaines de milliers d'enseignants s'il était élu, pour que, tel un troupeau,

le gros des professeurs affirment leur intention de voter en sa faveur

(46% selon un sondage de février 2012). Cela au moment où l'aggravation

de la crise structurelle du capitalisme et les diktats imposés, en guise de réponse, par la « *troïka* » ne laisse quasiment aucune marge aux gouvernements européens, toutes tendances politiques â€” ou plutôt politiciennes â€” confondues, pour accorder des largesses de ce genre.

Oubliées, donc, les mesures prises dès les années 1980 pour « *modérer* » l'augmentation des salaires sous couvert de tenir compte de la « *contrainte extérieure* ». Oubliée la dérégulation des marchés financiers et suppression de la loi de 1948 bloquant la hausse des loyers sous le gouvernement Fabius ou les privatisations à la chaîne qui reprendront à un rythme accéléré à la fin du siècle avec un DSK, alors ministre de l'Économie, en qui les caciques et les cadres du PS verront par la suite pendant longtemps l'homme providentiel susceptible de « *battre Sarkozy* ».

Oublié aussi le « *l'État ne peut pas tout* » du pitoyable Jospin face aux suppressions d'emplois en France par la firme Michelin ou le « *mon programme n'est pas socialiste* » du même, précision dont il aurait pu se dispenser tant est évident que son parti n'a plus de socialiste que l'appellation, mais qui fut ressentie par nombre de ses électeurs potentiels comme une concession inutile et déshonorante, sur le plan symbolique, pour grappiller des voix au « *centre* », c'est-à-dire à droite. Gommant de leur mémoire tout ce qui pourrait freiner leur ardeur électorale, les voici prêts [et prêtes] à se précipiter une fois de plus dans l'isolement pour sacrer Président celui qui ne peut que les décevoir.

Peu leur importe, dès lors, qu'une fois revenu-es à la tête de l'État, les

« *socialistes* » ne manqueront pas de faire ce qu'ils avaient déjà fait deux

ans après leur arrivée au pouvoir en 1981 : le « *sale boulot* », comme le reconnaîtra après coup, l'un de ses maîtres d'œuvre principaux, Laurent Fabius â€” l'autre étant le ministre de l'économie Jacques Delors â€”, que la droite n'avait pas osé faire. Pour s'en convaincre, il suffit pourtant de savoir de quels conseillers économiques s'est entouré Hollande, non seulement pour mener campagne, mais pour tracer les grandes lignes de son action une fois

installé à l'Élysée. Mais, c'est précisément ce que la presque totalité des électeurs [et électrices] scolairement dotés qui s'apprêtent à voter pour lui, non seulement ne savent pas, mais, surtout, ne veulent pas savoir. Car [ils et elles] n'ont pas seulement la mémoire courte encore qu'il serait plus exact de parler d'amnésie sélective. La plupart n'ont pas la moindre idée, malgré... ou à cause de leurs diplômes, du fonctionnement réel du pouvoir d'État en France, et trouvent en outre parfaitement normal, sans doute, parce que cela les rassure, qu'il en soit ainsi.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH237/L_Insomniaque069_W-cd25e.jpg

Une ignorance crasse

Sans doute le corps enseignant est-il structuré selon une hiérarchie très inégalitaire en termes de capital scolaire. Il en découle que l'accès à l'information et plus encore la volonté d'y accéder sont inégalement réparties. Mais on pourrait a priori supposer chez les enseignants de rang supérieur, auxquels on peut ajouter les chercheurs du secteur public, et notamment

ceux en sciences sociales, portés à voter « socialiste » de manière presque automatique, au moins au deuxième tour de la présidentielle, une curiosité minimale quant à l'identité des experts qui, dans l'ombre, prodiguent leurs lumières à celui qui, directement ou par Premier ministre interposé, est censé infléchir le cours désastreux de la politique économique mentionnée plus haut. Il n'en est rien. Mis à part quelques économistes « *hétérodoxes* », c'est-à-dire antilibéraux » ce qui ne les empêchera pas de voter presque tous pour Hollande au deuxième tour voire, pour beaucoup, au premier, eux aussi, alors qu'ils savent à quoi s'en tenir », les bac plus 5 et + du secteur public ignorent tout des noms, et surtout des fonctions et des postes des économistes qui encadrent le candidat. Pourtant, n'importe quel utilisateur d'Internet peut se procurer ces données. Mais la volonté de savoir pèse peu de poids face à la volonté de voter à tout prix. Il est vrai que connaître, ne serait-ce que sommairement, la composition de l'aréopage où François Hollande puise ses idées en matière de politique économique suffirait à dissiper les illusions que l'on pourrait avoir sur la voie qu'il sera amené à emprunter dans ce domaine.

Le 9 novembre 2011, le candidat « *socialiste* » réunissait « ses » économistes pour réfléchir à un plan de réponses à la crise. Au menu :

le bilan du G20, les moyens de régler le système financier ainsi que la « *gouvernance de l'Europe et de l'euro* ». En rendant publique cette réunion, via ses « *communiquants* », le député de Corrèze entendait montrer qu'il n'était pas absent sur le terrain économique. [...]

On va voir que l'on a pas affaire avec ce petit monde savant à des foudres de la guerre de classe contre le « *capitalisme financiarisé-et-globalisé-sous-dérégulation-néolibérale* », pour reprendre la formulation rituelle chère aux « *altermondialistes* » » altercapitalistes, en fait » : tous occupent des postes-clefs dans l'oligarchie, autre notion en vogue dans la gauche bien pensante et bien votante, qui leur évite d'avoir à parler de classe dominante.

Les conseillers personnels de François Hollande, tout d'abord, le « *premier cercle d'experts* » comme les appellent les journalistes, sont au nombre de trois : Philippe Aghion, professeur à Harvard. Ce théoricien de la croissance, ancien membre de la commission Attali sur la « *libération de la croissance* » » ce qui est un gage d'antilibéralisme ! » avait coordonné une première réunion des économistes pro-Hollande en août 2012 ; Élie Cohen, directeur de recherche au CNRS, avait rejoint le candidat dès le début de la précampagne des primaires. Cet ancien proche de Michel Rocard, non encarté au PS, a rédigé un premier rapport sur la crise économique où les financiers n'étaient mis en cause que pour leur « *imprudence* » et leurs

« *excès* » ; Jean-Hervé Lorenzi, professeur à l'université Paris-Dauphine, cumule un nombre de fonctions qui font de lui un champion toutes catégories du « *capitalisme financiarisé* ». Entre autres : membre du Conseil d'analyse économique, conseiller du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, membre des conseils d'administration de BNP Paribas et du Crédit Foncier de France, président du Cercle des économistes, aréopage dont les sensibilités évoluant entre un néo-libéralisme pur jus et un social libéralisme atténué, consistant à « se

démarquer des politiques d'austérité »... en trouvant un autre nom pour les désigner. « *Rigueur* » ayant déjà servi, il va falloir à ces têtes pensantes inventer autre chose.

À ce trio initial s'est adjoint un deuxième cercle de chercheurs de haute volée. On y trouve André Sapir, professeur à l'université libre de Bruxelles et ancien conseiller économique auprès du très libéral président de la Commission européenne, Romano Prodi ; Romain Rancière, professeur associé à l'École d'économie de Paris et ancien chercheur au FMI ; Gilbert Cette, professeur associé de l'université d'Aix-Marseille 2, lui aussi membre du CAE ; Karine Berger, ancienne élève de l'École Polytechnique, de l'Ensaie (École nationale de la statistique et de l'administration économique), de Sciences-Po et de l'université de Droit Paris II, conseille aussi la société d'assurance Euler Hermès ; Emmanuel Macron, inspecteur des finances, ancien rapporteur de la commission Attali et aujourd'hui banquier chez Rothschild ; Manuel Flam, maître de conférences à Sciences-Po, spécialiste de l'« *économie verte* » ; Stéphane Boujnah, ex-conseiller de Dominique Strauss-Kahn et patron de la Banque Santander en France ; Thomas Piketty, professeur à l'École d'Économie de Paris (EEP) qui avait conseillé Ségolène Royal en 2007 et a largement inspiré le PS sur la réforme fiscale. Il avait critiqué « *le manque d'audace et de propositions alternatives* » du candidat, qui risquait de lui faire perdre des voix. « *Je reste dans un soutien vigilant* », assurait ce jeune économiste.

À ses yeux, « *l'alternance est devenue une question de salubrité publique* ». Et d'ajouter ce jugement qui aurait dû tuer l'intéressé : « *Quelles que soient ses limites, François Hollande fera mieux que Sarkozy* ».

Pour clore cette liste qui constitue à elle seule tout un programme dont l'orientation « *socialiste* » est pour le moins problématique, on terminera

avec Michel Sapin, le Monsieur Loyal chargé de coraquer cette troupe. Énarque « *socialiste* » comme son ami François Hollande, député-maire, remarié récemment à une journaliste des Échos « journal progressiste s'il en est », il avait officié au début des années 1990 comme ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement de Pierre Bérégovoy. Ardent partisan et artisan acharné du Traité de Maastricht, on lui doit cette déclaration publique : « *Le traité d'union européenne se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité.* » [2] Une déclaration sans doute passée inaperçue, oubliée ou ignorée comme le reste de l'électorat du PS qui, à force de suivre, ont fini par ne plus penser.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L288xH400/1990540830-df670.jpg>

[1] Lire aussi du même auteur, *L'imposture démocratique*, Flammarion, Paris, 2003.

[2] *Le Figaro*, 20/8/92.